

Réforme du FMI : la montagne accouche d'une souris !

La réforme du FMI s'annonce négligeable et doit aller beaucoup plus loin, alerte Oxfam France – Agir ici

Paris, 28 mars 2008 - Alors que le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) se réunit aujourd'hui pour s'accorder sur la réforme de l'institution, Oxfam France – Agir ici avertit que la proposition discutée n'implique que des changements minimes pour l'organisation.

Le Conseil d'administration doit se prononcer sur les "quotes-parts" qui détermineront le nombre de votes attribués à chaque pays et, par conséquent, le poids que pèseront respectivement ces pays au sein de l'organisation. Oxfam France – Agir ici alerte sur le fait que les pays pauvres ne bénéficieront d'aucune réelle augmentation de leurs quotas.

« Après des années de débat, la montagne accouche d'une souris ! Une proposition de réforme qui n'accorde qu'une très faible augmentation des quotes-parts à une poignée de pays en développement – et rien pour les autres – est plus que décevante ! Le Conseil d'administration ne saurait en rester là et doit accorder rapidement une plus grande place aux pays pauvres dans les procédures de décision. Le vote d'aujourd'hui ne peut être la conclusion finale de toutes ces années de discussion, » déclare Sébastien Fourmy, responsable de plaidoyer à Oxfam France – Agir ici.

« Les Européens doivent renoncer à leur position ultra dominante. Il est inacceptable que l'Irlande, la Grèce et le Luxembourg voient leurs quotas augmenter alors que les pays pauvres, qui représentent 70% de l'activité du Fonds monétaire international, ne reçoivent rien, » ajoute-t-il.

La proposition mise aujourd'hui sur la table des négociations augmentera à peine les votes de l'Afrique sub-saharienne – qui comprend l'Afrique du Sud ainsi que 39 autres pays – au sein du FMI. Les pays industrialisés du G7 conserveront quant à eux plus de 45% des quotes-parts dans l'institution.

« La proposition discutée aujourd'hui ne correspond pas à la réforme promise de longue date. Le nouveau directeur du FMI, Dominique Strauss-Kahn, qui s'était engagé sur cette réforme avant sa nomination, devrait user de son influence sur les actionnaires de l'institution pour provoquer la réforme nécessaire en matière de gouvernance. Le FMI doit enfin entrer dans le XXI^e siècle ! » conclut Sébastien Fourmy.

La décision finale sera votée et communiquée par les ministres des Finances dans le cadre des Assemblées de printemps, qui se tiendront les 12 et 13 avril à Washington, et devrait officialiser l'issue des négociations de cette semaine.

CONTACT PRESSE :

Aldine FURIO / afurio@oxfamfrance.org / +33 156 98 24 40 ou +33 686 92 93 30